

de la société civile ont réitéré l'importance de l'engagement européen auprès des populations du Burkina Faso pendant la Transition.

En dépit de la situation sécuritaire dégradée, le Burkina Faso reste l'espace stratégique sur lequel il est encore possible d'agir pour lutter contre le débordement de la violence terroriste dans les pays côtiers du Golfe de Guinée. Alors que le Burkina est, pour l'année 2023, le deuxième pays au monde⁵ qui subit le plus de violences de type terroriste, et en 2024 le pays le plus affecté par le terrorisme (GTI), la « contagion » de la violence djihadiste au nord des pays du Golfe de Guinée affecte directement les intérêts de l'UE au niveau de la sécurité, la stabilité socio-économique et le contrôle de la migration⁶.

Dans le cadre de ce contexte complexe, la stratégie d'intervention proposée pour l'AAP 2024 vise à trouver un équilibre entre une approche politique reflétant les divergences avec le régime et la nécessité pour l'UE de défendre ses intérêts au Sahel. Cette approche contribuera à éviter l'effondrement du pays, tout en gardant, de par son action sur le terrain, une capacité pour influencer les événements, défendre ses valeurs et contenir l'importation du modèle malien au Burkina Faso.

Les villes hébergent 32 % de la population du pays en 2022, 7,2 millions dont 3,2 millions à Ouagadougou. Depuis 2010 la croissance annuelle de la population citadine s'établit aux alentours de 5 % (source Banque mondiale).

Les **villes secondaires** sont particulièrement exposées aux différentes dimensions de la crise que traverse le pays. Elles font face à une croissance démographique importante alors que les investissements en infrastructures sont limités. L'absence ou le mauvais état des infrastructures limite la qualité de vie et la résilience de leurs habitants. Par ailleurs l'afflux de PDI (différent selon les villes secondaires) a un impact important sur la croissance démographique des villes et ajoute une pression très forte sur les services de base et les infrastructures. Ainsi, sur les trois villes de Banfora, Dédougou et Koudougou, les PDI sont passés de l'équivalent de 1 % de la population moyenne à 5 % de 2022 à 2023, ce qui est considérable⁷.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Sous-investissement chronique en termes d'infrastructures dans les villes secondaires : Les **villes secondaires** du Burkina-Faso font face à une pression démographique importante exacerbée par **un afflux actuel et futur de PDI** et qui se traduit dans une croissance insoutenable des zones urbaines et péri-urbaines avec des risques d'instabilité en absence de réponse appropriée. En outre, elles souffrent d'un sous-investissement chronique en termes d'infrastructures qui contraint leur résilience économique et leur capacité à accueillir de nouveaux habitants. L'afflux de PDI (différent selon les villes secondaires) a un impact important sur la croissance démographique des villes et ajoute une pression très forte sur les infrastructures et les services de base. Cela concerne l'adduction d'eau potable et l'assainissement, le drainage des eaux pluviales pour les sites d'habitation ou bien la présence d'infrastructures de base ou marchandes. Ces villes secondaires sont sous-équipées comparativement à la capitale Ouagadougou. L'appui aux villes secondaires a fait l'objet d'une attention particulière de plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF, dont la Banque

⁵ Seulement derrière le Nigéria (presque au même niveau malgré une population 10 fois moindre) avec 1473 d'incidents et 7174 tués au 10 novembre 2023 et deux fois plus que le Mali, classé en troisième (Sources ACLED).

⁶ *DG HOME Blueprint report on Tunisia December 2023* indique que 7 448 migrants originaires du Burkina Faso ont été enregistrés pour franchissement illégal de frontière pour la période janvier-septembre 2023, ce qui représente un bond de 2 300 % par rapport à la même période de 2022. Par ailleurs, le nombre de demandes d'asile de migrants Burkinabè dans l'UE a atteint 2 860 en 2023, +75 % ayant été déposées en Italie, représentant une hausse significative en comparaison avec les années précédentes.

⁷ D'après le CONASUR le nombre de PDI dans les trois villes est passé de 5 000 au 31/04/2022 à 24 950 au 31 mars 2023. Leur nombre est estimé à 4 950 à Banfora, 16 400 à Dédougou, et 3 600 à Koudougou.